



# MUNICIPALITÉ D'OULENS-SOUS-ECHALLENS

## AU CONSEIL GÉNÉRAL D'OULENS-SOUS-ECHALLENS

**Réponse de la Municipalité à l'interpellation de M. Philippe Roulin du 21 mars 2022 : *Panneaux photovoltaïques et cadeau à l'ASET, le CG devant le fait accompli.***

Monsieur le Président,  
Mesdames les Conseillères, Messieurs les Conseillers,

### **Rappel de l'interpellation**

*En 2020, la Municipalité a décidé de faire installer des panneaux photovoltaïques sur le toit de la station d'épuration; cela a coûté 33'000.-.*

*Cette décision pose certaines questions, d'où mon interpellation.*

*1. Pour financer l'investissement, la Municipalité a prélevé les 33'000.- sur les liquidités du SIEGEO (Service intercommunal d'épuration des eaux usées d'Eclagnens). Ces liquidités viennent de l'encaissement des taxes d'épuration, de nos impôts, d'indemnités d'assurance dépassant le coût de réparations des dommages subits et autres recettes liées à l'activité de la station. Elles doivent être employées, sur décision du conseil administratif du SIEGEO, pour couvrir les charges de fonctionnement, d'entretien, voire de rénovation de la station d'épuration. Au bilan des comptes du SIEGEO ne figure pas un poste de réserve pour nouveaux investissements. Une utilisation des fonds du SIEGEO pour des panneaux photovoltaïques relève donc des compétences du CG comme l'exige l'art.10 de la convention SIEGEO et l'art.85 du RCG. Dans le cas particulier, la Municipalité a ignoré la réglementation et mis le CG devant le fait accompli.*

*2. La Municipalité a aussi décidé de procéder à l'amortissement immédiat de l'investissement. Cela signifie que lorsque l'ASET reprendra notre station d'épuration et ses panneaux photovoltaïques, comme prévu, à leur valeur résiduelle au bilan, c'est à dire 0.-, dans 3 à 4 ans, nous ferons une perte de plusieurs milliers de francs et l'ASET économisera 4'200.- d'électricité par an (voir pv no 2,p.5), sans bourse déliée. Un beau cadeau !*

*3. Nous n'avons aucune raison, quel que soit son montant, de faire un cadeau à l'ASET. C'est pourquoi je demande que le total des coûts de l'investissement panneaux photovoltaïques, y compris les éventuels travaux effectués dans ce cadre par le personnel communal, soit activé au bilan du compte SIEGEO et que l'amortissement soit calculé sur 15 ans à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.*

15 mars 2021 Ph. Roulin

## Réponse de la Municipalité

Lors d'une inondation en 2007, la SIEGEO a reçu de l'ECA un remboursement pour les dégâts occasionnés. La somme reçue n'a pas été intégralement utilisée pour les réparations et une réserve d'environ CHF 54'000.- a été constituée dans les comptes de l'association.

Depuis lors, cette ligne est dans les comptes du SIEGEO et il n'y a jamais eu de remarques par les Conseils des communes concernées à qui les comptes sont présentés tous les ans.

Ces panneaux photovoltaïques ont été installés dans l'intérêt des communes en faisant économiser de l'énergie pour le temps restant avant la régionalisation prévue. Ce temps est actuellement estimé entre 5 et 6 ans.

Au moment de la prise de décision, les Municipalités ne pouvaient pas présager des décisions d'adhésion des deux communes à l'ASET.

Le calcul concernant « le cadeau » effectué est un peu simple, d'autant que nous pouvons très bien récupérer ce matériel ou le transmettre à la nouvelle entité. Dans ce dernier cas, ce sont aussi nos communes, dans une moindre mesure, qui bénéficieront de l'économie d'énergie par le pot commun.

Le coût financier de cette opération est de CHF 33'461.65 pour le SIEGEO, mais compensé par un prélèvement sur une réserve provenant du bénéfice cité ci-dessus. Si cette somme était restée dans les comptes du SIEGEO, conformément aux statuts de l'ASET, elle aurait été transférée à cette dernière lors de la reprise de nos installations.

Le coût final pour le SIEGEO est donc de CHF 0.-. Pour la commune, le coût est également de CHF 0.-.

De plus, cet investissement fait baisser la réserve pour travaux futurs qui ne devrait pas exister dans cette association.

Le solde de la réserve ne sera pas dissout de suite, le comité de direction du SIEGEO a choisi de garder une marge de manœuvre au cas où une installation devrait être changée avant la régionalisation. Au vu de la vétusté des machines, c'est une idée pertinente.

Le geste écologique au niveau local est à saluer, sachant que la restitution de la somme concernée, de l'ordre de CHF 12'000.- pour Oulens, n'aurait que peu influencé les comptes de la commune. Peut-être que le libellé du poste 9280 est simplement mal choisi pour cette réserve.

Pour terminer, en référence à l'Aide-mémoire pour les autorités communales vaudoises, édité par la Direction générale des affaires institutionnelles et des communes (DGAIC), suivant le Droit de proposition des conseillers communaux ou généraux, il est mentionné :

### *L'INTERPELLATION (ART. 34 LC)*

*L'interpellation est une demande d'explication adressée à la Municipalité sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions municipales, ni celui d'adresser des instructions impératives à la Municipalité. L'auteur-e de l'interpellation ou tout-e membre du Conseil peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une résolution à la fin de la discussion qui suit la réponse de la Municipalité à l'interpellation. La résolution consiste en une déclaration à l'attention de la Municipalité et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.*

Selon le texte ci-dessus, la Municipalité ne donne donc pas suite aux injonctions mentionnées au point 3 de cette interpellation.

La Municipalité estime avoir ainsi répondu aux questions de Monsieur le Conseiller général Philippe Roulin.

Adopté par la Municipalité dans sa séance du 9 mai 2022.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic :

  
Nicolas Croce



La Secrétaire :

  
Christine Etienne